# CAHIER DES CHARGES

|  |  |
| --- | --- |
| Intitulé de la mission | **TRAVAUX DE VIABILISATION DU SITE POUR LA CONSTRUCTION DU POLE ADMINISTRATIF DE BEAUMONT**  **Lot 3 :**  **Ouvrages divers VRD**  **Ouvrages divers VRD** concernant le bâtiment Hôtel de Ville  **La mise en place de la bâche à eaux pluviales 30 m3.**  **Les 4 mâts d’éclairage extérieur par panneau photovoltaïque** soient sans tranchées.  **Les plantations des 11 arbres** (10 pour la chaussée et un entre les deux bâtiments)  **Le mobilier urbain :** Appuis à vélos, bancs et corbeilles à papiers à la livraison du bâtiment Hôtel de Ville. |
| Bénéficiaire(s) | Ville de Beaumont |
| Pays | Haïti |
| Durée estimée des travaux | 6 mois |

Acronymes

**APS**, Avant-Projet Sommaire

**APD**, Avant-Projet Détaillé

**ASCE,** The American Society of Civil Engineers

**ATLD** : Agence technique locale départementale

**ATLD,** Agences Techniques Locales Départementales

**BET** : Bureau d’étude technique

**BID,** Banque Interaméricaine de Développement

**CIAT,** Comité Interministériel d’Aménagement du Territoire

**CNBH,** Code National du Bâtiment d’Haïti

**DUE** : Délégation de l’Union Européenne

**DGI,** Direction Générale des Impôts

**DATDLR** : Direction d’aménagement du territoire et du développement local régional

**DINEPA,** Direction Nationale de l’Eau Potable et de l’Assainissement

**EF,** Expertise France

**EU/EV**: Eaux usées et eaux vanne

**FAO,** Food and Agriculture Organisation

**FMI**: Fonds monétaire international

**IBC,** International Building Code

**ICC,** International Code Council

**MARNDR,** Ministère de l’Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural

**MTPTC** : Ministère des travaux publics transport et communication

**MEF,** Ministère de l’Économie et de Finances

**MICT,** Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales

**PAEEV,** Projet d’Aménagement, d’Extension et d’Embellissement de la Ville

**PMAC** : Programme de modernisation des administrations communales

**PMR,** Personnes à Mobilité Réduite

**PRAFIPUM**: Programme d’amélioration des finances publiques municipales

**TDR,** Termes de Référence

**VRD** : Voiries et réseaux divers

**ZMPP** : Zones métropolitaines

CAHIER DES CHARGES 1

Acronymes 2

I. Contexte et justification du besoin 4

1. Eléments d’information concernant le secteur concerné 4

2. Le programme Urbayiti 4

3. Nature des travaux de réhabilitation et reconstruction du marché du centre urbain de Jérémie 6

4. Les acteurs du projet 7

5. Le contexte sécuritaire 8

II. Description de la mission 9

1. Objectif général 13

2. Résultats attendus 13

3. Le programme de construction 13

4. Approche conceptuelle et normative 14

III. Activités à mener 15

Travaux préparatoires – démolitions 15

IV. Calendrier des livrables 17

IX. Expertises et profils demandés 19

Annexe 1 – Format de présentation des profils d’expertise 22

1. Contexte et justification du besoin
2. Eléments d’information concernant le secteur concerné

Avec une population urbaine mondiale estimée à 54 % en 2014, et prévue à 60 % en 2030, l'urbanisation est un enjeu de développement crucial pris en compte par l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec notamment l’objectif spécifique de rendre "les villes et les établissements humains" ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Le contexte urbain haïtien est en pleine transition d’une dominante rurale vers une dominante urbaine, avec une croissance des villes extrêmement rapide, tant en population qu'en surface. 57,3 % de la population totale habite désormais en ville, et 24 % vit dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), qui connait un accroissement extraordinaire. Sur 20 000 hectares de terres qui se sont urbanisées depuis le séisme de 2010 dans le pays, 75 % sont dans la ZMPP ; le département de l'Ouest concentrant 78 % des migrants internes.[[1]](#footnote-1)

Pour autant les enjeux d’urbanisation rapide concernent également d’autres communes du pays. Aux Cayes et à Jérémie, l’étalement urbain prend la forme de quartiers précaires sur des zones à risques (inondations, éboulements…) et sans sécurité foncière. Le séisme de 2010, et l'ouragan Matthew en 2016 ont mis en exergue les défis majeurs auxquels ses villes sont confrontées : manque de logements adéquats, d’équipements et de services urbains, taux de chômage élevé, problèmes fonciers, dégradation environnementale et insécurité croissante.

L’impact sur l’économie locale et les pertes de moyens de subsistance ont une conséquence directe sur les budgets des autorités locales, qui font face à d’importants problèmes de ressources propres. Outre des travaux structurants, il est prioritaire d’assurer une gouvernance urbaine de qualité permettant une planification stratégique tenant compte des risques potentiels et une application effective des outils, lois et règlements pour garantir un développement urbain territorial équilibré.

1. Le programme Urbayiti

Le programme Urbayiti - Gouvernance urbaine et villes résilientes est un programme de l’Etat haïtien, financé par l’Union européenne et co-financé par Expertise France, visant à contribuer au développement économique et social d’Haïti et à la résilience des populations urbaines à travers l’amélioration de la gestion et de la qualité de vie des villes.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

* OS1 – le renforcement de la gouvernance du secteur, aux niveaux national et local : structuration légale et institutionnelle du secteur, renforcement de capacités des acteurs, participation effective des citoyens et citoyennes et de la société civile à la vie urbaine ;
* OS2 – le renforcement de la résilience des villes et des populations urbaines : l'amélioration de l'accès aux services de base, la réduction des vulnérabilités économiques et sociales et l'atténuation des risques naturels permettront d'atteindre ce deuxième objectif dans les zones ciblées (Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes).

Le programme renforce la gouvernance du secteur urbain en intervenant à trois échelles :

* nationale pour des actions stratégiques, normatives et de développement des capacités;
* métropolitaine ou départementale pour des actions stratégiques, de formation et d’études ;
* locale pour la réalisation d’opérations d’aménagement et de renforcement des capacités (Port-au-Prince, Jérémie, Les Cayes).

Le programme Urbayiti appuie, simultanément, le Secrétariat technique du Comité interministériel à l’Aménagement du territoire (ST-CIAT) dans une démarche d’expérimentation et de réflexion visant à développer une politique nationale de la Ville ainsi que le Ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) à réformer le cadre réglementaire et à optimiser les outils existants , et de manière concertée le Ministère de l’Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), les mairies de Port-au-Prince, des Cayes et Jérémie pour une meilleure gouvernance urbaine, tenant compte des questions environnementales et de la gestion de risques (déchets, mobilité, eaux).

Dans ce contexte, Expertise France met en œuvre la composante d’appui à la gestion urbaine au niveau local et à la réalisation d’opérations municipales en appui au MICT et aux mairies de Port-au-Prince, de Jérémie et des Cayes.

Dans le cadre du processus de décentralisation en cours, le MICT met en place les programmes de modernisation des administrations communales (PMAC) et d’amélioration des finances municipales (PRAFIPUM) pour renforcer les compétences des collectivités territoriales. En sus, des actions spécifiques de renforcement de la maîtrise d’ouvrage communale ont été réalisées avec l’appui d’Expertise France : réalisation de PAEEV, équipements des services, élaboration d’un guide sur la maîtrise d’ouvrage locale, formation, etc.

## Les plus grands défis à relever dans le cadre du programme sont les suivants :

* **la gestion urbaine locale** - la capacité des acteurs locaux à gérer leur territoire est un enjeu central : planification urbaine, règlementation/plan de zonage, contrôle pour faire respecter cette réglementation (délivrance des permis de construire) et enfin maîtrise d’ouvrage municipale (mise en œuvre de projets, réalisation d’équipements). L’enjeu du renforcement est de répondre au manque de ressources financières et de compétences. La fragilité des équipes municipales et les procédures des bailleurs limitent les opportunités de mettre en pratique l’objectif affirmé par tous de permettre aux mairies d’être les principaux acteurs de leur développement.
* **les aménagements urbains et opérations municipales** (construction d’équipements publics éducatifs, sanitaires, commerciaux, sportifs, aménagement d’espaces publics, réhabilitation et protection du patrimoine, etc.) sont des questions qui concernent différents secteurs et donc différents acteurs (ministères/directions départementales, etc.). Les décisions d’investissement encore centralisées donnent lieu à des interventions isolées et déconnectées d’une vision locale d’ensemble. Les liens entre les différents acteurs doivent donc impérativement être renforcés, en particulier autour d’une meilleure connaissance des plans de développement locaux stratégiques et urbains pour une vision partagée et des interventions coordonnées. Expertise France, à travers le programme Urbayiti, appuie l’élaboration de Plan d'Aménagement, d’Extension et d’Embellissement des villes (**PAEEV**) des Cayes et de Jérémie.
* **la maîtrise d’ouvrage** - les communes passent de nombreux marchés mais en général pour des activités d’apaisement social ou l’organisation des fêtes patronales. Cependant, les bonnes pratiques de maîtrise d’ouvrage sont peu fréquentes en matière de rigueur et de transparence dans la passation, l’octroi et le suivi des marchés ainsi que la gestion des réalisations. L’absence de fonds d’investissement a souvent limité l’exercice de cette compétence qui s’est ensuite développée selon la compréhension des élus, en l’absence de contrôle rigoureux.

Dans le cadre de sa composante relative à la mise en œuvre d’opérations d’aménagement urbain, la mairie de Beaumont a identifié, sur la base de son PAEEV et de manière participative et en cohérence avec les ressources disponibles, la construction du pole administratif comme des projets prioritaires.

1. Nature des travaux d’aménagement envisagés

Sur la base de son Plan d’Aménagement, d’Extension et d’Embellissement de la ville, la mairie de Beaumont a identifié, de manière participative la construction d’un pôle administratif comme projet prioritaire pour la ville. En effet, suite au séisme d’août 2021, l’hôtel communal a été totalement détruit.

La mairie de Beaumont a pu acquérir, grâce à un financement du MICT, un site d’environ 10 000 mètres carrés pour la construction d’un pôle administratif dont elle dispose déjà les titres de propriété et le plan d’arpentage. Ce projet de construction d’un pôle administratif est innovant par la création d’une nouvelle centralité pour mieux planifier et organiser les services et le développement du Bourg.

Expertise France a appuyé la ville de Beaumont pour l’élaboration d’un plan d’aménagement du site, la construction de l’hôtel communal et d’autres infrastructures en lien avec le plan d’aménagement et validées par la commune. Un appui technique du MPCE à travers la DATDLR et du ST-CIAT est attendu sur les aspects liés à la planification urbaine et aménagement du site.

Les ouvrages et les travaux prévus pour la construction du pôle administratif sont les suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Ouvrages et travaux prévus** | **Superficie** |
| * **Plan d’aménagement du site**   + Insertion urbaine (plan de situation et plan de masse)   + Etat des lieux et planification   + Infrastructures de base : percée de route, réseau routier, système d’adduction, drainage (VRD), réseau électrique   + Zone de lotissement : bureaux publics et autres espaces à aménager   + Equipements urbains : place publique, aire de Jeux, amphithéâtre, salle polyvalente, bibliothèque communale * **Construction de bâtiments publics** : hôtel communal (2 000 m2), tribunal de paix, poste de police, DGI * **Embellissement :** zones boisées, aménagement paysager * Aménagements extérieurs * Démolition et déconstruction * Terrassement * Forage/ fouilles * Travaux VRD et espaces verts * Travaux bâtiment * Place publique | 10 000 m2 |

**LOT 1**

**Terrassements généraux** pour l’ensemble du projet à savoir la voie principale avec son retournement, le bassin de rétention agrandi, et la plateforme pour l’hôtel communal et la placette des kiosques.

**LOT 2**

**Structure de la chaussée principale** avec ses parkings longitudinaux et ses petits trottoirs en béton de ciment.

Réseau d’eaux pluviales et l’équipement du bassin de rétention.

Structure de chaussée des plateformes publique et placette des Kiosques

**La mise en place de la fosse toutes eaux usées** pour le bâtiment Hôtel de Ville.

**LOT 3**

**Ouvrages divers VRD** concernant le bâtiment Hôtel de Ville

**La mise en place de la bâche à eaux pluviales 30 m3.**

**Les 4 mâts d’éclairage extérieur par panneau photovoltaïque** soient sans tranchées.

**Les plantations des 11 arbres** (10 pour la chaussée et un entre les deux bâtiments)

**Le mobilier urbain :** Appuis à vélos, bancs et corbeilles à papiers à la livraison du bâtiment Hôtel de Ville.

**Lot 4 :** Construction de l’hôtel communal et ses annexes

HOTEL DE VILLE ET SES ANNEXES

Mairie de 3eme catégorie : environ 30 à 50 personnes.

- Superficie totale : 360 m2, répartie en 2 étages (180 m2/étage).

- Services/bureaux à loger :

▪ Bureau du Maire principal,

▪ Bureau du Maire adjoint,

▪ Secrétaire générale,

▪ Réception/secrétariat,

▪ Comptabilité,

▪ Archives,

▪ Services généraux,

▪ Fiscalité

▪ Fonction technique

▪ DCTI (5 personnes)

▪ DNI (10 personnes)

▪ Service décès (5 personnes)

▪ Service immigration,

▪ Comité Communal de Protection Civil (30 personnes),

▪ Salle de réunion,

▪ Cafétéria,

▪ Toilette Maire,

▪ Toilettes personnels Mairie (Hommes et

Femmes séparés)

▪ Toilettes pour le public (Hommes et Femmes séparés),

▪ Galerie extérieure

▪ Toilettes Maire

1. **Les acteurs du projet**

Les acteurs directs du projet sont les suivants :

* la **mairie de Beaumont** est le maître d’ouvrage. Elle est l’entité porteuse du besoin, maîtrise l’idée de base du projet et exprime les besoins sans avoir l’ensemble des compétences techniques nécessaires à la réalisation de telles opérations de travaux.
* **Expertise France** : en tant qu’opérateur, recevant des fonds délégués de la DUE, l’Agence assure la bonne gestion des fonds et est responsable de la mise en œuvre les activités du projet. A ce titre, elle joue le rôle d’assistance à maîtrise d’ouvrage de la mairie de Beaumont. Elle est chargée de faire l’interface entre le maître d’œuvre et le maître d’ouvrage afin d’aider ce dernier à définir clairement ses besoins et de vérifier auprès du maître d’œuvre si l’objectif est techniquement réalisable. Expertise France passera le marché pour la construction des infrastructures pour le compte de la mairie et s’assurera de leur bonne exécution depuis la phase de conception jusqu’à la réception finale et cession des ouvrages aux mairies.
* le **maître d’œuvre** est l’entité retenue par le maître d’ouvrage délégué pour la réalisation de la mission dans les conditions de délais, de qualité et de coûts fixées par ce dernier conformément à un contrat. Il conçoit les plans, organise, coordonne, supervise, les différents corps de métier qui travaillent et livre le projet une fois terminé. Il est chargé du bon déroulement des travaux.
* le **comité technique** assure le suivi technique auprès du maître d’œuvre et des entreprises depuis l’élaboration des études techniques jusqu’à la finalisation des travaux. Créé de manière *ad hoc*, il sera composé de :
  + deux cadres techniques de la mairie (de manière préférentielle, directeur des travaux et le directeur des équipements collectifs) ;
  + un cadre technique du MICT (de manière préférentielle un cadre de la sous-direction urbanisme et équipement collectif) ;
  + un cadre technique des ATLDs ;
  + l’ingénieur territorial affecté à la délégation rattaché au MICT;
  + des représentants d’EF ;
  + un cadre technique du ST-CIAT ;
  + un cadre technique du DATDLR-MPCE.

Le maître d’œuvre se conformera aux instructions qui lui sont données par le maître d’ouvrage et Expertise France concernant :

* le programme du projet, le montant des sommes allouées au projet ainsi que les priorités dans l’exécution des travaux lors de la réalisation de la mission d’études techniques ;
* le programme des travaux, les délais, l’ordre d’urgence et les modalités d’exécution des travaux.

1. **Le contexte sécuritaire**

La situation politique, économique et sécuritaire demeure extrêmement fragile. La démission d’Ariel Henry et la mise en place d’un Conseil présidentiel de transition, bien qu’elles ouvrent la voie à des élections en 2026, n’ont pas encore produit les effets stabilisateurs escomptés. La population continue de subir les conséquences d’une gouvernance affaiblie et d’une économie en crise. Malgré les prévisions du FMI d’un retour à une croissance positive de 1,0 % en 2025, les défis immédiats – instabilité politique, violences des gangs, crise humanitaire et vulnérabilité aux catastrophes naturelles – persistent et pourraient neutraliser tout progrès. Les tensions entre le Conseil Présidentiel de Transition et le Premier ministre Gary Conille ont par ailleurs entrainé le limogeage de ce dernier au profit de Alix-Didier Fils-Aimé, investi le 11 novembre, compliquant encore la situation politique.

Contexte politique et sécuritaire

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, Haïti traverse une crise multidimensionnelle marquée par une instabilité politique et sécuritaire croissante. Les violences, alimentées par une influence croissante des gangs armés, ont atteint des niveaux critiques au début de l'année 2024, impactant lourdement les institutions, les infrastructures et la vie quotidienne de la population. À Port-au-Prince, où environ 80 % de la ville était sous le contrôle des gangs entre mars et mai 2024, les violences ont paralysé les activités économiques, perturbé les chaînes d’approvisionnement et aggravé l'inflation.

Les crises successives depuis 2019, dont la pandémie de COVID-19, un séisme en 2021, des épidémies de choléra et les répercussions de la guerre en Ukraine, ont par ailleurs affaibli la résilience d’Haïti. La récente intensification de la violence en 2024 a amplifié la migration (tant en interne qu’en externe), en particulier celle des jeunes qualifiés, accentuant ainsi la fuite des cerveaux. Ces multiples défis contribuent à une précarité accrue, avec des niveaux de pauvreté et de malnutrition sévère, et une espérance de vie parmi les plus basses au monde (63,7 ans) comme le rappelle le FMI. Haïti se distingue également par des taux élevés de mortalité infantile et un accès limité aux services de base tels que l'électricité et l'assainissement.

L’escalade de la crise politique en février 2024, avec la démission du Premier ministre Ariel Henry, a entraîné une nouvelle vague de violences, avec des attaques contre des infrastructures clés comme les écoles, les aéroports et les ports, ainsi que des déplacements massifs de population. Les gangs contrôlant une large portion de la capitale et ses alentours empêchent les habitants d’accéder aux services essentiels de santé, à l’éducation, ainsi qu’aux approvisionnements de base.

Dans ce contexte, un gouvernement de transition a été établi en juin 2024, composé notamment par un Conseil présidentiel de neuf membres et soutenu par la CARICOM, avec pour mission de préparer des élections générales prévues en février 2026 et de lancer des réformes clés. Pour renforcer la sécurité, les premières troupes de la Mission multinationale d’appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya et soutenue par les Nations-Unies, ont été déployées au même moment. Cependant, selon les autorités et comme le souligne le FMI, cette mission reste insuffisante en effectifs. Le Kenya s'est engagé à envoyer 600 policiers supplémentaires d'ici la fin de l'année, mais les progrès sont lents.

Perspectives économiques et croissance

En 2023, l’activité haïtienne s’est contractée pour la cinquième année consécutive (-1,9 %) en raison notamment des graves crises humanitaires et sécuritaires qui sévissent dans le pays. La tendance se poursuivrait en 2024, avec une contraction du PIB de -4,0 % prévue par le FMI. La croissance économique retournerait en terrain positif en 2025 (+1 %) mais de nombreux risques, tant externes que domestiques, persistent. Ces dernières années, Haïti a été confrontée à une série de crises profondes, marquées par une instabilité politique prolongée, une montée en puissance de la violence des gangs, un tremblement de terre dévastateur, la pandémie de Covid-19 et les épidémies de choléra. Ces évènements ont accentué la pauvreté, aggravé la situation sécuritaire et affaibli de façon considérable le cadre macroéconomique et institutionnel du pays.

Les indicateurs économiques révèlent des performances négatives dans tous les secteurs, notamment la construction, l’industrie manufacturière et l’agriculture, tandis que les investissements et les exportations nettes demeurent faibles. Les exportations, particulièrement dans le secteur textile, ont chuté, aggravant le déficit du compte courant, lequel s'élevait à 3,5 % du PIB en 2023. Cependant, ce déficit devrait se réduire en 2024 sous l'effet de la baisse des importations, malgré la robustesse des envois de fonds de la diaspora.

Le FMI s’est appuyé sur des données satellitaires pour obtenir un aperçu de l’activité commerciale en Haïti, révélant une chute marquée des flux d’importations et d’exportations depuis mars-avril 2024. L’aggravation de l’insécurité, notamment avec l’intensification de l’activité criminelle, a sévèrement perturbé le trafic de navires cargos et pétroliers, entraînant une réduction notable des volumes de marchandises échangées. Cette baisse des échanges commerciaux met en évidence l’ampleur de l’impact des crises successives sur l’économie haïtienne et souligne aussi les risques pesant sur les chaînes d’approvisionnement et la disponibilité des biens essentiels dans le pays.

Malgré le contexte de crise, les réserves internationales brutes ont légèrement augmenté, atteignant 2,5 Mds USD en août 2024, soit 5,7 mois d’importations. Ce renforcement des réserves est soutenu par les envois de fonds et une amélioration de la confiance liée au déploiement de la mission sécuritaire dirigée par le Kenya, permettant d’espérer un maintien des réserves entre 5,5 et 6 mois d’importations à moyen terme, à condition que la situation sécuritaire continue de se stabiliser.

La relance économique reste, en effet, fortement tributaire d’une amélioration de la sécurité. Le FMI indique que si les taux de criminalité retrouvent leurs niveaux prépandémiques, la croissance annuelle pourrait bénéficier d’un gain de 1,9 pp à court et moyen terme, avec un potentiel d'augmentation de 5 à 15 % du PIB si les écarts de genre sur le marché du travail et de l’éducation se réduisent. Cependant, si les troubles persistent, les progrès resteront limités, freinant la reprise économique.

Inflation, politique monétaire et évolution de la gourde

Vulnérabilité climatique et résilience

Haïti figure parmi les nations les plus exposées aux aléas naturels et aux impacts du changement climatique. Les phénomènes tels que les ouragans, inondations, séismes et glissements de terrain y sont fréquents et affectent sévèrement l’économie. En plus des pertes humaines considérables, ces événements causent des destructions d'infrastructures et réduisent le capital productif, freinant la croissance économique du pays. En 2022, Haïti dépendait encore à 86,5 % des produits pétroliers importés pour sa production d’électricité, ce qui le rend particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux de l'énergie. Le développement des énergies renouvelables, en particulier l’énergie solaire et éolienne, pourrait réduire cette dépendance et atténuer l’impact des hausses de prix internationales.

Conscient de ces défis, le gouvernement haïtien multiplie les initiatives pour renforcer la résilience climatique. Le gouvernement consacre également un budget annuel de 6 à 7 M USD aux assurances paramétriques contre les risques de catastrophes, notamment les ouragans et les séismes, et a mis en place un Fonds d'Urgence pour soutenir les interventions immédiates en cas de crise. Un effort notable a par ailleurs été fait pour réduire les subventions sur les produits pétroliers, lesquelles sont passées de 2,1 % du PIB en 2022 à 0,5 % en 2023, en soutien à la transition vers une énergie plus durable. Le Plan de Prospérité Climatique, dont le lancement est prévu pour décembre 2024, ambitionne d’accélérer l’intégration des énergies renouvelables à l’échelle nationale et de promouvoir des pratiques agricoles adaptées au climat pour améliorer la sécurité alimentaire.

Plus d’informations : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/haiti/>

1. Description de la mission

## L’état initial du terrain et de ses abords

**La délimitation de l’opération**

Le terrain pour la construction de l’hôtel communal a été acquis par la commission municipale grâce au financement du MICT. Le plan d’arpentage et les papiers notariés conformes et les entreprises pourront les consulter au besoin.

Le terrain faisant l’objet de l’opération d’aménagement, de forme allongée et d’orientation Est Ouest occupe un espace encore vierge de constructions officielles. Seul le projet de la Salle polyvalente, lancée par la Mairie de Beaumont, s’est construit au Nord de la Parcelle.

Le terrain est délimité au Nord Est par un chemin en terre et au Sud Est par un linéaire de maisons se développant le long d’un chemin en terre. La partie Sud et Ouest est couverte par une végétation naturelle assez dense.

**Les accès actuels et futurs**

L’opération d’aménagement est desservie par un chemin de terre en provenant de la nationale 7 passant à 500 m en contrebas. Un réseau viaire de cheminement doux est prévu pour rejoindre le centre du village au Nord Est, l’extension Ouest et Sud-Ouest. Une voirie primaire au travers de la parcelle est aménagée pour relier vers l’Ouest, l’extension future du village.

**La Topographie générale du site et son occupation actuelle**

Le terrain d’assiette de l’opération est organisé sur une ligne de crête légèrement bombée ce qui facilitera le drainage naturel de l’aménagement projeté. Des passages d’eaux sous formes de thalweg ont été repérés et seront aménagés en conséquence.

Hormis la plateforme de l’espace salle polyvalente en cours de finition, le projet veillera à ne pas dénaturer les espaces boisés qui seront conservés et maintenus dans la mesure du possible malgré la forte déclivité du terrain.



**Les abords du projet**

Afin de relier le pôle administratif de Beaumont au centre du village actuel des voiries douces seront aménagées pour permettre la liaison piétonne. La voirie principale sera raccordée directement au Nord Est.



**PHASAGE DE L’OPERATION**

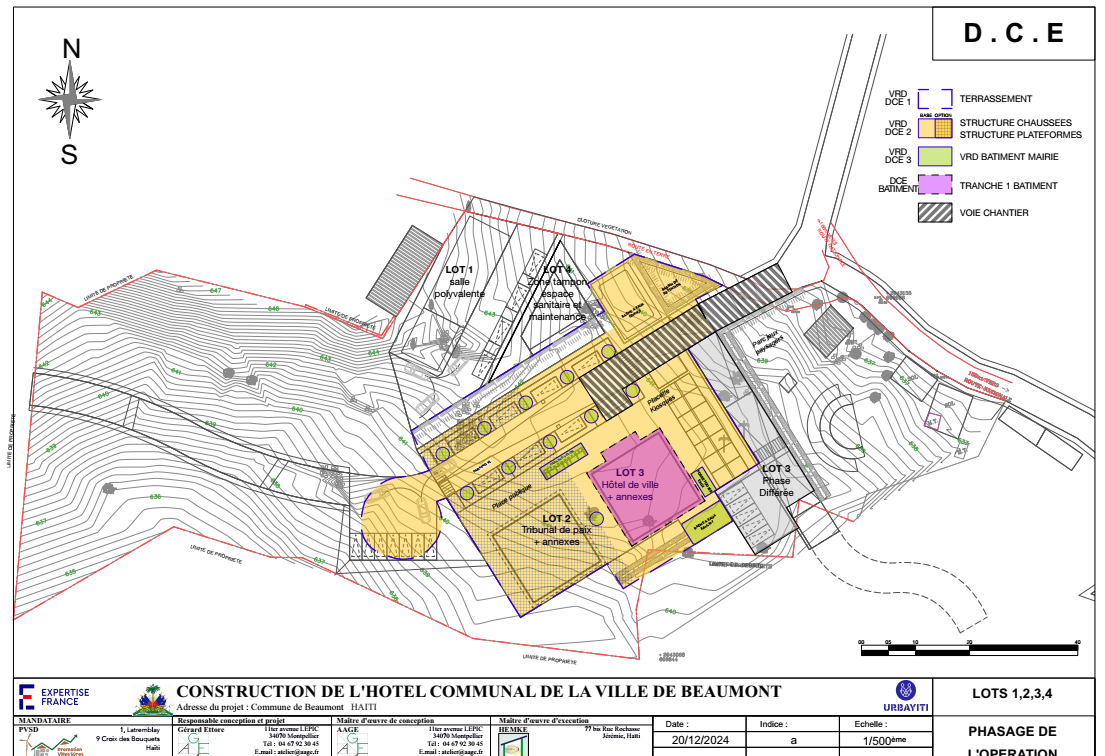
**PHASAGE DE L’OPERATION**

PHASE 1 : Terrassements généraux

PHASE 2 : Soubassement voirie et Réseaux

PHASE 3 : Finition voirie et espace public + Equipements Techniques

PHASE 4: Réalisation de l’hôtel communal+ kiosques



Objectif général

La mission vise à assurer, pour le compte de la mairie de Beaumont la réalisation des travaux d’**ouvrages divers VRD** concernant le bâtiment Hôtel de Ville

* **la mise en place de la bâche à eaux pluviales 30m3.**
* **Les 4 mâts d’éclairage extérieur par panneau photovoltaïque** soit sans tranchées.
* **Les plantations des 11 arbres** (10 pour la chaussée et un entre les deux bâtiments)
* **Le mobilier urbain :** Appuis à vélos, bancs et corbeilles à papiers à la livraison du bâtiment Hôtel de Ville.

L’enjeu est de fournir à la mairie, bénéficiaire de l’ouvrage, toutes l’assistance technique pour la bonne réalisation des opérations identifiées.

Résultats attendus

Les travaux de construction pour l’ensemble du programme de construction du pôle administratif sont approuvés par le maitre d’ouvrage

1. Activités à mener

Eclairage public.

1) Généralités

Un réseau d'éclairage souterrain de classe 2, conforme à la norme NF 17.200, sera réalisé pour l’éclairage des chaussées, parkings et trottoirs.

Les niveaux d’éclairement seront conformes à la norme EN13.201.

Les différents types d'appareils seront conformes aux prescriptions techniques de la commune de Beaumont.

2) Schéma de fonctionnement

Le réseau d’éclairage public des espaces publiques : voiries, place publique, placette des kiosques et parkings, sera prévu par des mâts d’éclairage dotés chacun de panneaux solaires.

Le réseau d’éclairage public projeté soit sera alimenté à partir d’une armoire de commande et de comptage à créer à proximité du bâtiment administratif (cettte armoire pourra être intégrée. Une armoire permettra l’alimentation du circuit ensemble chaussée principale, voirie secondaire et parc paysager soit par des panneaux photovoltaïques sur chaque mât d’éclairage.

3) Description

**a - Réseau :**

- le réseau sera posé en tranchée sur lit de sable compris enrobage des canalisations.

- Le câblage du type U 1000 RO 2 V sera déroulé sous fourreau Ø 63 mm annelé extérieur et lisse intérieur.

- Un circuit équipotentiel en cuivre 25 mm2 assurera la mise à la terre des appareils d'éclairage.

- Les remblais de tranchées seront réalisés en GNT 0/22 jusqu'au fond de forme des chaussées et trottoirs.

- Un grillage avertisseur sera placé en tête de tranchée.

**b - Appareillage :**

- Les candélabres seront de type suivant (le modèle sera validé en coordination avec la commune de Beaumont) :

**Mâts de hauteur 6.00 m**

Hauteur du mât : 6,00 m, 1 crosse à 1,50 m

Nombre de mâts : 10 unités

Inter-distance : 18 m

Lampe : LED - A valider en coordination avec la commune de Beaumont.

Mât simple, longueur de crosse : 1,50 m.

**Mâts de hauteur 3.50 m**

Hauteur du mât : 3,50 m, 1 crosse à 1,00 m

Nombre de mâts : 10 unités

Inter-distance : 12 m

Lampe : LED - A valider en coordination avec la commune de Beaumont

Mât simple, longueur de crosse : 1,00 m

Espaces verts :

Plantations d’arbres en alignement le long de la chaussée principale type Palmiers de part et d’autre du plateau traversant.

Mobilier urbain :

Corbeille de propreté

Bancs

Potelets

Supports de vélos.

RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC

Tranchée

Enrobage sable

Remblai tout-venant

Grillage avertisseur

Candélabre hauteur de feu 6 m et crosse en saillie de 1 m, panneau photovoltaÎque

MOBILIER URBAIN

Fourniture et pose de corbeille de propreté

Fourniture et pose de banc simple

Supports de Vélos

AMENAGEMENT DES ESPACES VERTS Plantations

Fourniture et mise en place de terre végétale pour plantations (fosses 1 m x 1 m)

Ouverture des trous de plantations, déchargement et semence

Fourniture et mise en place de bidim

Amendement

Plantations d'arbres tiges

Arbres de grandeur de 6,00m, platane, micocoulier, palmiers

Tuteurs tripodes

Entretien (deux ans)

Garantie - reprise (deux ans)

**Système structurel**

La structure des différents bâtiments répond aux critères parasismiques et para-cycloniques. Il est également le produit d’une analyse des avantages et inconvénients intégrant les impacts sur l’aménagement, la disponibilité des matériaux, le délai d’exécution et le coût.

***Codes et normes :***

L’analyse structurelle a été faite conformément aux normes internationales parasismiques et para cycloniques reconnues en Haïti, en prenant en considération le document d'orientation émis par le MTPTC : « MTPTC Règles Calcul Surcharges Usage Vent Parasismique », et les codes et normes standards admis en Haïti par le MTPTC tels que :

* + CNBH, Ed. Janvier 2013, code général ;
  + IBC 2021, code général ;
  + ASCE 7-10, charges et applications ;
  + ACI 318-14, béton ;
  + MSJC 2008 (TMAS 402-602, ACI 530, ASCE 5-6), bloc ;
  + AISC 360-16 acier lourd, parasismique ;
  + AISI S230-07, acier léger.

***Charges admissibles :***

Surcharges de vent : selon les « Règles de calcul intérimaire pour les bâtiments en Haïti » et le CNBH.

Utiliser les surcharges d’exploitation spécifiées pour un bâtiment public, selon ces mêmes règles et codes.

1. **Lieu, Durée et Modalités d’exécution**
   1. **Période de mise en œuvre : 6 mois**
   2. **Date de démarrage : Aout 2025**
   3. **Date de fin : Février 2026**
   4. **Planning/calendrier :**

*Le calendrier prévisionnel d’exécution des missions se présente comme suit :*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No** | **DESIGNATION** | | | **Délais de soumission** |
| **1** | **LOT 1** |  |  |  |
| **1.1** | **Travaux préparatoires** | | | **T0+ 15 jours** |
| **1.2** | **Reseau éclairage publique** |  |  | **T0+ 120 jours** |
| **1.3** | **Mobilier urbain** |  |  | **To+ 180 jours** |
| **1.4** | **la mise en place de la bâche à eaux pluviales 30m3** | | | **To+ 180 jours** |
| **1.5** | **Aménagement paysager et plantation d’arbres** | | | **To+ 180 jours** |

Il est précisé que :

* ces délais mentionnés pour chaque mission dans le présent CCTP sont donnés à titre indicatif ;
* compte tenu de la dimension nécessairement itérative de la démarche, les missions ne s’organisent pas nécessairement selon un enchaînement chronologique : certaines pourront être menées de front et interagir les unes avec les autres ;
* les présentes études s’inscrivent dans un calendrier relativement long : le caractère évolutif de l’étude et la souplesse de l’équipe pluridisciplinaire est indispensable pour la conduite de ces missions.

En conséquence, l’offre méthodologique des candidats explicitera l’organisation des missions et justifiera le planning détaillé du déroulement de chaque mission avec ses différentes composantes et leur articulation.

1. **Réunion de chantiers et compte rendu : MoE, AMO et entreprise(s)**

Une réunion de chantier sera organisée avec une fréquence hebdomadaire. Cette réunion permettra de faire un suivi détaillé de l’avancement des travaux. Toutefois, Expertise France se réserve le droit de convoquer une réunion inopinée si cela est jugé nécessaire.

Un compte rendu (suivant le modèle fourni) sera remis par la maitrise d’œuvre par mail aux participants de la réunion de chantier au maximum 2 jours après chaque réunion de chantier.

1. **Suivi et contrôle du comité technique**

En cas de désaccord entre le MoE et l’entreprise, EF se réserve le droit de commanditer un contrôle externe.

Une réunion de chantier avec le comité technique sera organisée avec une fréquence bimensuelle.

Un compte rendu sera remis par EF par mail au maximum 3 jours après chaque réunion de chantier.

L’entreprise devra transmettre au comité de suivi des travaux des rapports mensuels comprenant :

* Les attachements et situation des prestations exécutés et contrôlés par le représentant d’Expertise France ;
* Les décomptes des travaux ;
* Les comptes rendus des réunions de chantier ;
* Un compte-rendu de la réalisation technique et financière du chantier.

1. **Informations pratiques**

Le cadre de la DPGF (Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires) fourni sera chiffré par chaque soumissionnaire. La visite de site est nécessaire et obligatoire.

* 1. **Base vie**

L’attributaire du contrat mettra en place les installations de chantier inclus une toilette de chantier, un dépôt et dans la mesure du possible un bureau de chantier. Les frais de consommation et de maintenance de tous les équipements de la base vie (entretien, réparation, ménage, etc.) sont réputés intégrés dans les prix rémunérant les installations de chantier.

Le terrain accueillant les installations de chantier, et préalablement mis à disposition par les autorités locales, seront préparés par l’attributaire à ses frais (débroussaillage, décapage, réalisation de la plateforme…).

* 1. **Sécurisation du site de travaux**

La situation générale prévalant dans le pays et les spécificités du projet font que les aspects sécuritaires revêtent un caractère primordial pour la réussite de cette activité. Les besoins de sécurisation du site et de l’accès au site devront être identifiés, pris en compte par l’entreprise lors de l’élaboration de son offre et seront de la responsabilité de l’entreprise.

Par ailleurs, les besoins de détournement de la voie durant le temps des travaux devront également être identifiés et si besoin des propositions devront être prises en compte par l’entreprise et comprises dans son offre.

* 1. **Equipement de protection individuelle**

L’entreprise doit fournir l’ensemble des EPI nécessaires à la sécurité des ouvriers et visiteurs amenés à se trouver sur le site du chantier.

* 1. **Salaire et Assurance**

L’entreprise se doit de payer en temps et en heure ses ouvriers afin d’éviter tout retard lié à un mécontentement social.

Les salaires devront suivre au minimum le salaire minimal incluant les assurances type OFATMA.

* 1. **Gestion des employés journaliers**

L’entreprise doit être en capacité de gérer un « système d’embauche sociale » lié à la zone. Il devra organiser des roulements de recrutements équitables des employés journaliers : en prenant contact avec les représentants locaux pour faire tourner les journaliers de manière équitables.

1. **Expertise et profil demandés**

Le prestataire qui doit être une entreprise de travaux constituée depuis au moins dix ans avec une expertise avérée en matière de réhabilitation et de construction de bâtiments publics et de VRD et ayant réalisé des expériences similaires, mettra au point l’organigramme selon les besoins et la répartition géographique des sites du projet concernés par la mission.

La mission du prestataire sera placée sous la responsabilité d’un chef de mission qui sera l’interlocuteur principal d’Expertise France. Le personnel clé de la mission sera spécifiquement composée comme suit :

* Un chef de mission qui devra avoir les qualifications minimales suivantes :
* Diplôme supérieur en ingénierie, urbanisme, architecture ou domaines connexes de niveau Bac+5 ou équivalent
* Justifier d’une expérience professionnelle de 15 ans dans le domaine de l’urbanisme, du développement urbain et des bâtiments publics
* Justifier d’au moins 2 expériences dans la conduite de missions d’appui de même nature (réhabilitation et construction d’équipements publics, notamment des marchés ;
* Justifier d’au moins 3 références dans des opérations de réhabilitation ou construction de bâtiments publics.
* Une expérience en Haïti ou dans la région caribéenne serait un atout ;
* La maîtrise de la langue française (parlé et écrit) est obligatoire. La maîtrise de la langue créole est appréciée.

Par ailleurs, les expertises suivantes seront nécessaires à la réalisation de la mission :

* Génie civil responsable des calculs, justifiant d’une expérience professionnelle de dix (10) ans au moins ;
* Ingénierie en voirie et réseaux divers, justifiant d’une expérience professionnelle de dix (10) ans au moins et disposant d’expériences spécifiques sur les réseaux hydrauliques (voirie, drainage, eau potable et incendie, sanitaires et eaux usées de bâtiments) ;
* Ingénierie en électricité et éclairage publics, justifiant d’une expérience professionnelle de dix (10) ans au moins ;
* Environnementalisme, ayant des compétences dans la prise en compte des changements climatiques et des risques naturels (inondations, ouragan/cyclones, risques sismiques, etc.) / projets, justifiant d’une expérience professionnelle de huit (8) ans au moins ;
* Développement économique local, secteur informel, financement des équipements publics et analyse économique et financière des projets ;
* Un ensemble de techniciens spécialisés : maçons, électricien, plombier, menuisier, conducteurs d’engins, .
* Expertise en planification locale participative et accompagnement social des populations et ayant une compétence sur la prise en compte des enjeux de genre.

Les compétences d’un spécialiste donné peuvent couvrir plusieurs expertises différentes.

Un équilibre entre expertise locale et expertise internationale sera recherché et apprécié dans le cadre de l’évaluation des offres. Une place particulière des experts nationaux dans les fonctions d’experts clés sera particulièrement ménagée.

Seules seront prises en compte dans l’évaluation de l’expérience des experts clés, les références incluant les contacts e-mail et téléphoniques du client ou bénéficiaire final pour le compte duquel elles ont été réalisées. Les curriculums vitae doivent être présentés conformément au modèle figurant en annexe du dossier d’appel d’offres.

Le prestataire pourra au besoin proposer d’autres expertises complémentaires en fonction de la nature des activités prévues et des compétences à mettre en œuvre pour la réalisation de la mission. Le prestataire indiquera clairement la spécialité et la durée d’intervention de chacun.

Les agents mobilisés par le Consultant pour la surveillance et le contrôle des travaux, comme ci-dessus définis, doivent avoir les qualifications professionnelles et expériences requises dans le contrôle des travaux dans les règles de l’art.

En cas de remplacement d’un expert pour une raison acceptable par Expertise France, le nouvel expert proposé aura au moins le même profil et l'expérience que l’expert remplacé.

**Moyens logistiques et fonctionnement de la mission**

Il est entendu que le prestataire fait son affaire de tous les frais de fonctionnement et de toute la logistique qu’il devra mettre en œuvre pour la réalisation complète de ses prestations, dans les délais définis. Il devra doter ses experts de tous les moyens logistiques ainsi que du matériel de contrôle requis devant leur permettre de mener à bien leur mission.

Le prestataire devra, à cet effet, mettre à la disposition de ses experts, des véhicules de type 4 x 4 en parfait état de marche.

Le prestataire devra prévoir des bureaux de chantier sur les sites du projet et à sa charge.

1. **Compte-rendu de missions**

Un compte rendu (suivant le modèle fourni) devra être remis par mail à l’issue de mission : il correspond au livrable rapport de diagnostic synthétique …

1. **Informations pratiques**

Annexe 1 – Format de présentation des profils d’expertise

CURRICULUM VITAE

**Rôle proposé dans le projet :**

1. **Nom de famille:**
2. **Prénoms:**
3. **Date de naissance:**
4. **Nationalité:**
5. **Etat civil:**
6. **Formation :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Institution (Date de – Date à)** | **Diplôme(s) / Certificats obtenus** |
|  |  |
|  |  |

1. **Compétences linguistiques: (1 – excellent; 5 – basique)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Langue** | **Lu** | **Parlé** | **Ecrit** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. **Adhésion à des corps professionnels:**
2. **Autres compétences:**
3. **Situation présente:**
4. **Ancienneté auprès de l’employeur**:
5. **Qualifications principales (pertinentes pour le projet):**
6. **Expérience spécifique dans la région:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Pays** | **Date début – Date fin** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. **Expérience professionnelle**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Dates début et fin** | **Lieu** | **Employeur et personne de référence (nom & coordonnées)** | **Poste** | **Description** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. **Autres informations pertinentes (p. ex. références de publication)**

1. Source: Own calculations based on World bank / World development indicators [↑](#footnote-ref-1)